



L'Europe de la concurrence, c'est une Europe du chômage ! Le 29 mai, ce sera Non !

Les dernières statistiques du mois de mars indiquent que le chômage continue de croître. Les discours de Raffarin et Borloo ne sont que du bluff, écran de fumée pour tenter de masquer leur responsabilité et celle de leurs amis les patrons qui continuent leur politique de régression sociale : diminuer les coûts de production pour faire face à la concurrence et augmenter la rentabilité financière des entreprises.

Ils viennent de découvrir une nouvelle calamité responsable de milliers de licenciements, l'explosion des exportations de textiles chinois. Ces adeptes du Oui veulent une Europe de « la concurrence libre et non faussée » et dénoncent... la concurrence de la Chine pour ensuite vanter la Constitution comme un moyen de s'en protéger ! Ils mentent. C'est bien leur politique, comme la Constitution qui prétend la légitimer, qui est responsable du chômage.

LES MENSONGES DES PARTISANS DU OUI

Et bien sûr, Raffarin de retour de sa tournée en Chine a été du concert des démagogues. Mais qu'allait-il donc faire en Chine si ce n'est vendre des Airbus ? La Chine vend des millions de tee-shirts pour acheter des Airbus ou d'autres produits de haute technologie payés grâce à la surexploitation des ouvriers et la misère des paysans.

Les patrons et leur gouvernement voudraient rendre la Chine responsable des licenciements alors que ce sont eux les grands gagnants. Ils exportent leurs capitaux et les produits de haute technologie, sous-traitent les productions de grande série que les Carrefour et autres revendent avec une marge bénéficiaire défiant... toute concurrence. Ces multinationales du commerce dont Carrefour dans le même temps ouvrent des magasins... en Chine.

Ils mettent les travailleurs en concurrence à l'échelle de la planète. Ils font venir ici des travailleurs pour leur imposer des salaires de misère. Comble de cynisme, le PDG d'une entreprise de transformateurs électriques du Bas-Rhin a même été jusqu'à proposer à 9 salariés qu'il licencierait de les délocaliser en... Roumanie pour un salaire de 110 euros par mois.

Voilà leur Europe sociale !

REPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUS

Pour contrer les ravages de l'économie de marché, les travailleurs ne peuvent se réfugier ni derrière l'Europe de la concurrence capitaliste, ni derrière le protectionnisme, le repli derrière des frontières nationales dépassées. Un tel repli signifierait un recul considérable dont nous serions les premières victimes.

Notre réponse à l'anarchie de la concurrence, c'est la défense de nos droits. Chacun a droit à un travail et à un revenu garanti. Il faut répartir le travail existant entre tous en réduisant le temps de travail, permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de pouvoir vivre décemment.

Les richesses produites par les salariés eux-mêmes le permettent.

POUR LA COOPERATION DES PEUPLES

Cette lutte, c'est à l'échelle de l'ensemble des pays d'Europe qu'elle se mène aujourd'hui. C'est au niveau de toute l'Europe que les salariés doivent se coordonner pour contrer la concurrence patronale et imposer l'égalisation des droits sociaux par le haut.

Nous dirons Non lors du référendum parce qu'il n'est pas question pour les travailleurs d'approuver un texte qui organise leur propre exploitation.

Nous dirons Non par notre bulletin de vote comme nous dirons Non le 16 mai, par la grève et les manifestations, à la journée de travail gratuit que Raffarin voudrait imposer. Nous exigerons aussi une revalorisation générale des salaires.

Le 29 mai, nous dirons Non à la Constitution de Chirac et Hollande, à la concurrence capitaliste dont les peuples sont les victimes. Ce sera un geste de solidarité entre les peuples et les travailleurs, par-delà les frontières.

Le 2/05/05

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :